

Roumanie : se libérer du passé

Autor(en): **Rey, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **83 (1991)**

Heft 3

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-386399>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Roumanie: se libérer du passé

par Jacques Rey*

Il y avait eu d'abord les passagers, l'air et les habits fatigués, et cette femme au teint gris, assise à côté de moi, aspirant tristement la fumée de sa cigarette. Il y avait eu cette descente sous une épaisse mer de brouillard, qui nous plongeait, après le soleil éclatant, dans une lumière glauque et froide. Il y avait eu le long survol de ces immenses plaines verdâtres, aux arbres rares, sans trace apparente d'activité humaine. Mais c'est le chien qui me fit comprendre que j'étais ailleurs. Un vieux chien qui, tirant la patte, accompagna notre avion en train de se garer et se traîna ensuite vers cinq gros porteurs de la TAROM, immobilisés depuis longtemps, comme en témoignaient leurs ailes couvertes de vieille neige. Lundi 11 février 1991: commençait, dans la joie et la bonne humeur, la troisième mission d'aide aux nouveaux syndicats roumains menée par des syndicalistes suisses.¹

Le passé du présent

Carrefour de flux migratoires qui en ont fait une mosaïque de peuples liés par une langue dérivée du latin,² déchirée jusqu'en 1918 entre les appétits de l'Empire turc, de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, la Roumanie, «grenier des Balkans», comptait encore juste avant la Seconde Guerre mondiale 80% de paysans. Une histoire dure, mouvementée et une réalité économique qui ont brossé le caractère particulier des acteurs sociaux et de leur jeu sur l'échiquier politique jusqu'à aujourd'hui.

Des paysans, beaucoup de paysans, détestant les Juifs, ces créanciers, se méfiant des Tziganes, ces nomades. Une bourgeoisie terrienne cultivant, en français, sa différence vis-à-vis de ses voisins, slaves, magyars et surtout germaniques, jouissant de ses rentes dans ce «Paris des Balkans» que se voulait la Bucarest d'avant-guerre.³ Une classe ouvrière pratiquement inexistante donc, avant l'industrialisation forcée qui débute avec la prise du pouvoir par les communistes en 1948, conséquence de l'alignement de la Roumanie sur l'Allemagne nazie et des accords de Yalta. C'est justement la question économique qui va provoquer, en 1962, la rupture avec l'URSS, la République populaire roumaine refusant le rôle essentiellement agricole que lui réserve Khrouchtchev, et inaugurant une politique de *communisme national*. Cette indépendance, s'est même réalisée sur le plan de la politique intérieure: le régime de Georghiu Dej reste d'un stalinisme pur et dur.

* Secrétaire à la formation, Syndicat du bâtiment et du bois (FOBB)

Un cordonnier bien chaussé, un pays dévasté

Cordonnier de métier, militant communiste dès l'âge de quinze ans, plusieurs fois emprisonné pour son combat antifasciste, Nicolae Ceaucescu prend les rênes du parti en 1965 et accentue cette politique économique. En 1970, la part de la population paysanne est descendue à 55%, mais cette nouvelle classe ouvrière reste profondément paysanne par la mentalité et ses liens familiaux; aujourd'hui encore, la plupart des travailleurs du bâtiment sont en réalité des paysans qui accomplissent quelques mois par an une saison dans la construction. La production pétrolière, minière, sidérurgique fait un bond gigantesque, à la mesure de la catastrophe écologique que le voyageur peut maintenant découvrir.⁴ La Roumanie connaît pendant cette période un taux de croissance annuel de 10%. En politique étrangère, Ceaucescu ne manque pas une occasion de se démarquer de l'URSS et de faire cavalier seul, notamment en 1968, quand il refuse de participer à l'intervention contre le «Printemps de Prague». Cela lui vaudra l'amitié de nombreux chefs d'Etat occidentaux.

Mais cela lui vaudra aussi, grâce à la libéralisation qu'il autorise à l'intérieur, un soutien, voire de l'admiration dans une part non négligeable de la population roumaine flattée dans son sentiment national et qui connaît une augmentation relative de son niveau de vie. En d'autres termes, beaucoup de Roumains et Roumaines espèrent un moment que Ceaucescu est en train d'inaugurer une voie originale, véritablement roumaine, vers un mieux-être généralisé.⁵

La désillusion sera à la mesure de l'espoir entrevu ; on se relève difficilement d'un tel coup d'assommoir.⁶ Dès le début des années septante, le *Génie des Carpathes* réduit petit à petit les libertés politiques et engage, à la fin de la décennie, le «communisme national» au bout de sa logique économique: en moins de dix ans, la Roumanie rembourse les 10 milliards de dollars de sa dette extérieure et se retrouve même créditrice, fin 1989, pour 1,4 milliards de dollars dans les banques occidentales. La vie de la population roumaine devient épouvantable: les usines les plus modernes (il en existe encore en effet), les ingénieurs et les travailleurs et travailleuses les plus qualifiés (il en reste de moins en moins) travaillent pour l'exportation; toutes les richesses du pays, nourriture comprise, sont destinées à faire rentrer des devises. On sait que le *Danube de la Pensée* aura comme dernière inspiration la politique de «systématisation» consistant à raser les villages et à parquer ses habitants dans des cages à poules de quarante appartements avec une seule installation de W.-C. et un robinet dans la cour.

En même temps, le régime devient une juteuse affaire de famille qui se protège en créant, grâce à la «Securitate», un réseau serré d'informateurs. Rien n'échappe au *Conducator* ; la moindre velléité de résistance ou de pensée indépendante est immédiatement brisée. Victime d'un véritable ethnocide, le peuple roumain n'est plus qu'une somme de 23 millions d'individus isolés, se méfiant de leur voisin et tentant de survivre, au jour le jour, par des combines où chacun est à la fois corrompu et corrupteur. Ce beau et grand pays, beau par

la richesse de ses paysages, de ses villes aux architectures façonnées par tant d'influences diverses, grand par ce qui a fait longtemps sa faiblesse: la mosaïque des nationalités qui le composent, est aujourd'hui complètement dévasté, ruiné, pillé.

L'ironie de l'histoire, c'est que la *révolution* de décembre 1989, avec son vrai-faux charnier à Timisoara (de vrais cadavres de l'institut médico-légal), son vrai-faux Front de Salut national, FSN (animé par de vrais bureaucrates de l'ancien régime), son vrai-faux procès des époux Ceaucescu (conclu par une vraie exécution), puis en juin 1990 la descente des vrais-faux mineurs (vrais travailleurs et vrais sécuristes mélangés) de la vallée du Jiu à Bucarest pour «sauver la démocratie menacée par les golans» (de vrais étudiants et étudiantes infiltrés par de vrais sécuristes), toutes ces scènes semblent avoir été écrites par Nicolae et Elena Ubu. Mais l'ironie est amère, car, sans parler des auteurs, beaucoup de figurants n'y ont pas connu une mort de théâtre : les nombreuses croix fleuries et ornées de photos, qu'on peut voir sur les places des grandes villes, en témoignent. On ne connaît pas encore le fin mot de cette *révolution* entre guillemets: manoeuvre d'une partie de l'appareil qui a finalement échappé à ses initiateurs? stratégie préventive mais ratée de l'URSS pour éviter une répétition en Roumanie des événements tchécoslovaques et est-allemands?...

Le présent du passé

Quoi qu'il en soit, ce rappel permet de mieux comprendre l'état du mouvement syndical, ses énormes difficultés, mais aussi en contrepoint l'extraordinaire effort de volonté des nouveaux et nouvelles syndicalistes roumains. Car leur présent est encore prisonnier du passé.

Il y a d'abord la pénurie quotidienne, où deux heures de chauffage par jour l'hiver fait de vous un privilégié, où l'on cuit sa soupe sur un fer à repasser car le gaz manque, où l'on doit sacrifier le tiers de son salaire pour acheter une paire de chaussures, où l'on fait des centaines de kilomètres pour trouver de la viande, où des hôpitaux grands comme nos *CHU* n'ont plus ni sang ni médicaments. Et depuis la libéralisation des prix d'avril 1991, la situation s'est encore aggravée.⁷ Faut-il préciser que, dans cette pénurie généralisée, les nouveaux syndicalistes manquent de tout pour faire leur travail ?

Il y a ensuite l'environnement socio-politique. La paysannerie pèse encore de tout son poids, conservateur, immobiliste, comme s'en réjouit le FSN qui lui doit sa victoire électorale de mai 1990. Dans les villes émerge une véritable mafia, volant ou achetant les rares produits disponibles qu'elle revend ensuite dans la rue au triple du prix officiel. Sans parler du marché d'enfants.

Il y a aussi le fait que les syndicalistes n'ont pas de véritables interlocuteurs. Le *patronat* roumain, depuis que l'*autonomie* des entreprises a été décrétée il y a un an, est formé soit d'anciens directeurs ayant retourné habilement leur veste mais qui restent ce qu'ils étaient : paresseux, malhonnêtes et incompetents; soit de nouvelles équipes, élues par les travailleurs et travailleuses, mais

qui manquent à la fois de formation au management et de matières premières. Actuellement, la plupart des entreprises licencient à tour de bras, de préférence les syndicalistes actifs et les femmes.⁸ Malgré ses promesses, le gouvernement n'a pas encore créé les offices de chômage et de requalification professionnelle nécessaires, à court terme, pour amortir le choc humain de ces mesures, mais nécessaires aussi à long terme pour asseoir la reconstruction économique du pays.

Il y a bien entendu l'inexpérience des syndicalistes eux-mêmes. N'oublions pas la faiblesse numérique de la classe ouvrière roumaine d'avant-guerre; puis son encadrement dans des syndicats officiels au rôle para-étatique: polices des entreprises, propriétaires d'immeubles d'habitation et de vacances, ce qui leur permettra d'amasser une fortune estimée à quatre milliards de francs suisses. Aussi les travailleurs et travailleuses n'ont-ils comme modèle de lutte que quelques accès de violence revendicative directement politiques vu l'inexistence d'une société civile. Par exemple, précisément, celui des mineurs de la vallée du Jiu, en 1977, qui s'est terminé par la liquidation ou la déportation des mineurs aux quatre coins du pays et la transformation des mines en gigantesque camp de travail où vécurent dès lors, côte à côte, gardiens et prisonniers (la descente sur Bucarest de juin 1990 s'éclaire ainsi d'un jour nouveau). L'absence de tradition d'organisation, de vie collective, ainsi que le fonctionnement centralisé du système communiste, expliquent l'éclosion, après la chute du régime, de deux mille syndicats et leur difficulté à accepter, dans certaines régions fières de leur histoire comme à Timisoara ou à Brasov, la nécessité de se fédérer sur le plan national.⁹ Les carences de toutes sortes expliquent aussi les fortes tendances à vouloir s'occuper de tout, y compris de politique en palliant l'absence de véritables partis d'opposition. Et n'oublions pas non plus les valeurs traditionnelles comme le machisme¹⁰ – par-delà la galanterie du baisemain –, ainsi qu'un sens très oriental de la hiérarchie et de la déférence.

Mais il y a peut-être surtout, comme j'ai pu l'entendre parfois, une blessure existentielle profonde, un sentiment proche de la honte, une sorte de culpabilité, qui s'expriment à mi-voix¹¹ par des questions du genre: comment avons-nous pu croire, un instant, que le régime Ceausescu serait porteur de valeurs positives? Comment avons-nous pu nous laisser faire si longtemps? Et de partir d'un grand éclat de rire en commençant à raconter une nouvelle histoire drôle, car, en Roumanie, l'humour a été et reste une arme de résistance fantastique, contre ses propres doutes surtout.¹²

En dépit de tous ces obstacles, assumant tous les risques,¹³ choisissant de rester plutôt que d'émigrer comme leurs qualifications professionnelles permettraient à la plupart de le faire, ils et elles sont là devant vous, ces hommes et ces femmes qui ont décidé de recouvrer leur dignité, de prendre en mains leur destin, de vivre enfin pleinement la vie qu'on leur avait confisquée: «Jacques, je sais, nous voulons tout et tout de suite, mais rends-toi compte: j'ai cinquante ans, cinquante ans de mort lente, je veux maintenant vivre enfin!», vous expliquera, en français, ce syndicaliste rencontré à Sibiu.

Au départ, les gros porteurs de la TAROM n'avait pas bougé, le chien était toujours là, le brouillard aussi. Mon regard seul avait changé. Et ce sentiment d'être ailleurs.

¹ Il y en a eu cinq, de quinze jours chacune. La première, exploratoire, menée par Daniel Süri, de la Centrale suisse d'éducation ouvrière (CEO), en septembre 1990 ; la deuxième, par Charles Thommen, de la Fédération suisse des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH), en décembre 1990; la quatrième par Daniel Süri et Jean-Pierre Papis, de l'Association suisse des fonctionnaires des téléphones et télégraphes (ASFTT), en mai 1991; la dernière, par Marie-Thérèse Sautebin, du Syndicat suisse des Services publics (SSP) et membre de la Commission féminine de l'Union syndicale suisse (USS), en mai-juin 1991. Ces missions de formation syndicale, une dizaine en tout, animées par des syndicalistes de diverses nationalités, ont été organisées sous les auspices de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) par le biais des confédérations nationales.

² Les légions romaines occupèrent la région entre 107 et 271 ap. J.-C.. La transmission au fil des siècles de cette langue latine, fortement empreinte de mots et de constructions syntaxiques slaves, reste l'objet de controverses. Elle supplante le slavon dès le XVIII^e siècle comme langue véhiculaire.

³ Voir le tableau que nous donne de cette époque et de cette bourgeoisie Alexandre Paléologue, «Souvenirs merveilleux d'un ambassadeur des golans», Paris, Balland, 1990, 244 p.. Paléologue, libéral et monarchiste, emprisonné sous le régime communiste, est ambassadeur de Roumanie à Paris après la chute de Ceausescu jusqu'aux élections de mai 1990, où il est rappelé: le Front de Salut national n'a pas apprécié ses prises de position en faveur des «golans» (voyous), ces manifestants et manifestantes qui occupaient la Place de l'Université à Bucarest et qui seront chassés à coups de gourdin par les mineurs en juin.

⁴ Marie-Thérèse Sautebin, «Femmes et syndicat en Roumanie», rapport de mission du 21 juin 1991, 24 p., p. 12.

⁵ Paléologue, op. cit., p. 183.

⁶ *Ibid.*, p. 195.

⁷ Sautebin, rap. cit., p. 18.

⁸ *Ibid.*, *passim*.

⁹ Il existe actuellement trois grandes confédérations nationales, celle des syndicats dits «libres» qui regroupe les anciens syndicats communistes, «Alpha», de tendance anarcho-syndicaliste et les indépendants de «Fratia» (Fraternité) pour qui sont organisés les séminaires de formation (ouverts cependant à toute et tout syndicaliste, quelle que soit sa tendance). Les dix-sept fédérations regroupées dans «Fratia» totalisent 820 000 membres cotisants (ce sont les seuls chiffres vérifiables). Notons que, contrairement aux autres ex-pays de l'Est, les anciens syndicats communistes n'ont pas été véritablement réformés. Ils continuent d'ailleurs à gérer leur fortune. «Fratia» propose, depuis bientôt une année, que cette fortune soit consacrée à créer une assurance-chômage et de requalification professionnelle. «Second meeting of the Coordinating Committee on Central and Eastern Europe» Genève, 11 juin 1991, Rapport de la CISL.

¹⁰ Sautebin, rap. cit., p. 21 et *passim*.

¹¹ Paléologue, op. cit., pp 9 et ss, introduit son livre par cette problématique.

¹² Il n'empêche que ce complexe d'infériorité place un formateur partisan de la maïeutique face à un grave problème. Voir tous les rapports de mission, notamment celui du soussigné, 5 mars 1991, 14 p., et celui de Daniel Süri, fin juin 1991, 5 p.. Une réflexion approfondie sur les méthodes pédagogiques à appliquer en Roumanie s'impose.

¹³ Fouille d'appartement, dérouillée le soir au coin d'une rue, disparition d'un enfant pendant quarante-huit heures. Un accident mortel d'autant plus regrettable qu'il est inexplicable... Voilà les cas qui m'ont été rapportés.